Rapport annuel sur l’État de la France 2026 : le CESE propose de repenser les solidarités face aux évolutions démographiques

Avis

PUBLIÉ LE 28/10/2026

Pour la première fois depuis 1945, le nombre de décès en France a dépassé celui des naissances en 2025. Cette évolution, bien connue des démographes, marque la fin d’une exception française dans un contexte mondial de ralentissement des naissances. Ses conséquences économiques, sociales et environnementales sont multiples et concernent tous les territoires, y compris ultramarins. Dans son rapport annuel sur l’état de la France (RAEF) 2026, « Évolution démographique, quels défis et quels leviers pour les politiques publiques ? », le CESE propose un changement de paradigme : faire d’une contrainte démographique l’occasion de repenser nos solidarités. Il appelle à préserver le modèle social par l’emploi, à amplifier les leviers que constituent l’école et l’habitat, et à respecter le droit des femmes contre toute pression nataliste. Rapporteure : Marie-Hélène Meyling au nom de la commission Économie et finances. Le rapport a été adopté à l’unanimité (139 voix pour).

La France sera inévitablement exposée à de nouvelles crises sanitaires majeures. La fragilisation des écosystèmes, sous l’effet du réchauffement climatique et de la perte de biodiversité, l’intensification des échanges mondiaux, les migrations, les zoonoses et l’antibiorésistance réunissent aujourd’hui l’ensemble des facteurs de risque. Ces dynamiques s’inscrivent dans un environnement où les crises sanitaires s’imbriquent de plus en plus avec des risques économiques, sociaux, technologiques et géopolitiques, leur conférant un caractère hybride et systémique. Cette évolution complexifie leur gestion et impose une capacité accrue d’anticipation et de coordination.

1- Une évolution démographique aux conséquences économiques, sociales et environnementales multiples

Le basculement démographique touche l’ensemble des politiques publiques et l’ensemble des générations, à des degrés et des rythmes différents selon les territoires, notamment ultramarins. 60 % des Français ont entendu parler de ces évolutions, et 75 % des seniors. Le sondage CESE-Ipsos révèle une inquiétude mesurée, mais les Français en perçoivent bien les impacts sur l’emploi et l’avenir du modèle social : 70 % s’inquiètent de la baisse de la population active, 51 % du financement des retraites et 33 % du ralentissement économique induit.

Ces préoccupations s’appuient sur une réalité. La population active n’augmente plus que de 20 000 personnes par an, et 7,4 millions de départs à la retraite sont attendus dans la décennie, soit un quart des actifs. Sans l’apport de l’immigration, le modèle économique et social français subira de fortes tensions.

Pour sécuriser le financement des besoins, le CESE propose de soutenir l’activité économique et l’emploi, en améliorant le taux d’emploi des jeunes, des femmes et des seniors. Il invite à engager une réflexion d’ampleur sur l’attractivité des métiers en tension, les attentes des nouvelles générations et le maintien des jeunes dans leurs territoires, notamment dans les Outre-mer. Il appelle aussi à reconnaître la contribution positive de l’immigration au solde démographique, à la croissance, au dynamisme de la population active et aux finances publiques.

2- Une évolution source d’opportunités selon les Français

Si l’évolution démographique pose des défis, elle offre aussi des opportunités de changement de modèle : développement de services publics, réflexion sur le nombre d’élèves par classe, solidarité intergénérationnelle, vieillissement à domicile. Les Français le perçoivent : 70 % y voient des effets positifs, à commencer par davantage de solidarité entre les générations. 35 % attendent une plus grande attention portée aux enfants, et 31 % une moindre pression sur l’environnement.

Pour saisir ces opportunités, le CESE propose de penser le logement comme un lieu de vie sociale, par l’adaptation du domicile mais aussi par l’habitat intergénérationnel, inclusif ou partagé, ou la colocation entre seniors. Il appelle à mieux répartir, adapter et améliorer les services publics, à l’image de l’éducation : effectifs réduits par classe, travail en groupe, davantage de concertation, bâti scolaire performant sur le plan énergétique et adapté au changement climatique. Il invite enfin à préserver les écosystèmes, grâce à une pression moindre sur les ressources, comme l’eau et l’énergie, et sur les milieux, avec moins d’espaces consommés et artificialisés.

3- Un vieillissement de la population à accompagner

Les attentes des Français sont fortes : 9 sur 10 souhaitent davantage de mesures de santé, comme les soins à domicile ou un meilleur parcours de soins. 51 % demandent un développement du maintien à domicile, avec des aides et des logements adaptés, et 45 % sont favorables à davantage de services et de commerces de proximité.
Le CESE appelle donc à favoriser l’accès aux soins, aux solidarités et aux commerces de proximité. Il propose une revalorisation globale des métiers du soin et du lien, qui porte sur les salaires, les conditions de travail et la reconnaissance des qualifications et des compétences acquises.

4- Natalité : c’est aussi changer le regard porté sur le rôle des femmes

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le recul de la natalité. Pour 56 % des Français, ce sont d’abord les difficultés économiques et le coût de la vie. Viennent ensuite un avenir économique et géopolitique inquiétant (36 %), l’accès compliqué au logement (26 %) et les inquiétudes sur l’avenir de la planète et le changement climatique (24 %). La baisse de la natalité apparaît ainsi moins comme le résultat d’un désintérêt pour la parentalité que comme un phénomène contraint par les conditions matérielles.

Pour les Français, la natalité peut donc être relancée en levant les freins matériels et structurels. Les leviers jugés les plus efficaces sont une meilleure articulation des temps de vie personnel et professionnel (75 %), un accès plus large à des modes et des structures de garde d’enfants de qualité (73 %) et une politique du logement plus favorable aux familles (70 %), ainsi que les aides financières. Ces mesures structurelles sont plébiscitées par toutes et tous. Mais 53 % des moins de 35 ans considèrent qu’il n’est pas du rôle des pouvoirs publics d’intervenir sur le choix de faire ou non des enfants.

En mars 2026, le CESE alertait déjà contre l’instrumentalisation politique de la baisse des naissances. Des politiques familiales favorables à la natalité peuvent être menées, mais sans remise en cause des droits des femmes, auxquels le CESE reste attentif. Il appelle à assurer la liberté des choix en matière de parentalité, et à veiller au respect et à la garantie des droits des femmes.

5- Les Français optimistes pour eux-mêmes, pessimistes pour l’avenir de la France

Le pouvoir d’achat arrive en tête des préoccupations des Français (40 %), devant la santé (36 %) et la situation économique (29 %). Plus de deux Français sur cinq déclarent que leur pouvoir d’achat couvre seulement leurs besoins essentiels, voire ne les couvre pas. C’est le cas de 58 % des habitants des départements et régions d’Outre-mer, de 56 % des parents seuls et de 54 % des parents de trois enfants ou plus. Les Français se montrent plutôt optimistes pour leur propre avenir (59 %), mais beaucoup moins pour celui de leurs enfants (43 %), et pessimistes pour celui de la France (24 %). Enfin, 23 % évaluent leur bien-être comme pas

satisfaisant, une proportion qui atteint 29 % chez les ouvriers et les employés.

Cet avis est rapporté par Marie-Hélène Meyling, qui siège au CESE au sein du groupe CFDT. Il a été porté par la commission Economie et finances. Il a été présenté à l'assemblée plénière du 28 octobre à 14h. L’avis a été adopté à l'unanimité avec 139 voix pour.

Contact presse : presse@lecese.fr

Télécharger

© - copyright CESE - Novembre 2026